

A propos d'aide aux lycées d'Occitanie Le Groupe Occitanie Courageuse, relève un fait discriminant envers les lycées privés de la part de la Région

Le Groupe Occitanie Courageuse, relève un fait discriminant envers les lycées privés de la part de la Région



A propos d'aide aux lycées d'Occitanie Le Groupe Occitanie Courageuse, relève un fait discriminant envers les lycées privés de la part de la Région

Le Groupe Occitanie Courageuse, présidé par Aurélien Pradié, relève un fait discriminant envers les lycées privés d'Occitanie à propos des aides de la région aux lycées pour faire face à la hausse du coût de l'énergie

Communiqué

Lors de l'Assemblée Plénière de la Région Occitanie qui s'est tenue ce jeudi 11 juillet 2024 à Montpellier, Marielle Garonzi s'est exprimée au nom des élus du Groupe Occitanie Courageuse, présidé par Aurélien Pradié, sur les dotations exceptionnelles des lycées publics visant à faire face à la hausse des coûts de l'énergie.

Ainsi sur la période 2022-2023, ce sont 20 millions d'euros, indispensables à leur équilibre budgétaire, qui ont été accordés aux lycées publics d'Occitanie, soit la quasi-totalité des établissements (86 %). Or, les lycées privés ne bénéficient pas de ces aides ce qui les met en très grande difficulté.

La Région ne peut ignorer les 35.000 lycéens d'Occitanie inscrits dans l'enseignement privé sous contrat avec l'Etat. Ces établissements sont source d'économies pour notre collectivité. Si le secteur public devait absorber l'ensemble de ces lycéens, il faudrait financer la construction de 17 lycées.

La compensation intégrale du surcoût de l'énergie pour ces établissements représenterait un coût de 3,3 millions d'euros, soit 16,5 % de ce qui est aujourd'hui attribué au public, et qui correspond pratiquement au pourcentage d'élèves d'Occitanie scolarisés dans le privé.

Rappelons que la Région Occitanie est en queue de peloton au niveau national de l'aide attribuée aux établissements privés.

Ainsi, le Groupe Occitanie Courageuse demande expressément d'attribuer une enveloppe exceptionnelle, dès cette année, aux établissements privés sous contrat avec l'État qui se trouvent en difficulté eux aussi, au même titre que les établissements publics, en raison de cette forte hausse du coût de l'énergie.